

Communiqué de presse

Lundi 16 février 2015

economie suisse recommande de voter 2 x non

La taxe sur l'énergie pèserait fortement sur l'industrie

economie suisse rejette les deux initiatives soumises au vote le 8 mars. L'initiative « Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie » mettrait le système fiscal helvétique sens dessus dessous et menacerait un financement de l'État aujourd'hui assuré. La TVA est actuellement la principale source de recettes de la Confédération. Pour générer des recettes équivalentes, il faudrait introduire des taux d'imposition de l'énergie extrêmement élevés, dépassant largement le niveau requis par la politique énergétique et climatique. Le seul prix du litre d'essence devrait être augmenté de 3 francs environ. Aussitôt que l'effet incitatif visé se produirait - et donc que les ménages et entreprises réduiraient leur consommation d'énergies non renouvelables - il faudrait relever le niveau d'imposition. De ce fait, la taxe sur l'énergie pèserait en particulier sur les entreprises industrielles. Les PME sont déjà suffisamment mises à l'épreuve avec le franc fort.

Le Comité directeur d'economie suisse s'oppose également à l'initiative populaire « Aider les familles ! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt ». Cette initiative est contraire au système fiscal suisse, qui tient compte de tous les éléments du revenu pour calculer l'impôt. Un système assorti d'exceptions est compliqué et aboutit au final à des taux d'imposition plus élevés. économie suisse lui préfère un système d'imposition efficace fondé sur une assiette fiscale large et des taux modérés. Exonérer d'impôt les allocations pour enfant et celles de formation professionnelle serait onéreux et peu ciblé sous l'angle de la politique de redistribution. Les milieux économiques ne peuvent approuver l'objectif poursuivi par les initiateurs, à savoir abaisser les revenus imposables de manière à accroître l'accès aux réductions de primes maladie et autres subventions.

Pour toute question :

Cristina Gaggini, directrice romande

Téléphone : +41 78 781 82 39

Courriel : cristina.gaggini@economie.suisse.ch